



CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

Union départementale de l'Isère

Syndicats Intercro / Education / Santé social 38

Contact : CNT UD38, BP 385 Grenoble Cedex 1

Mail : interco.38@cnt-f.org

Permanence : premier lundi du mois 18-20h au 102 (102 rue d'Alembert, 38000 Grenoble)

**En France comme en Grèce,
nous ne paierons pas leur crise !**

**Tous et toutes en grève
le 29 janvier et ensuite,
on continue !**

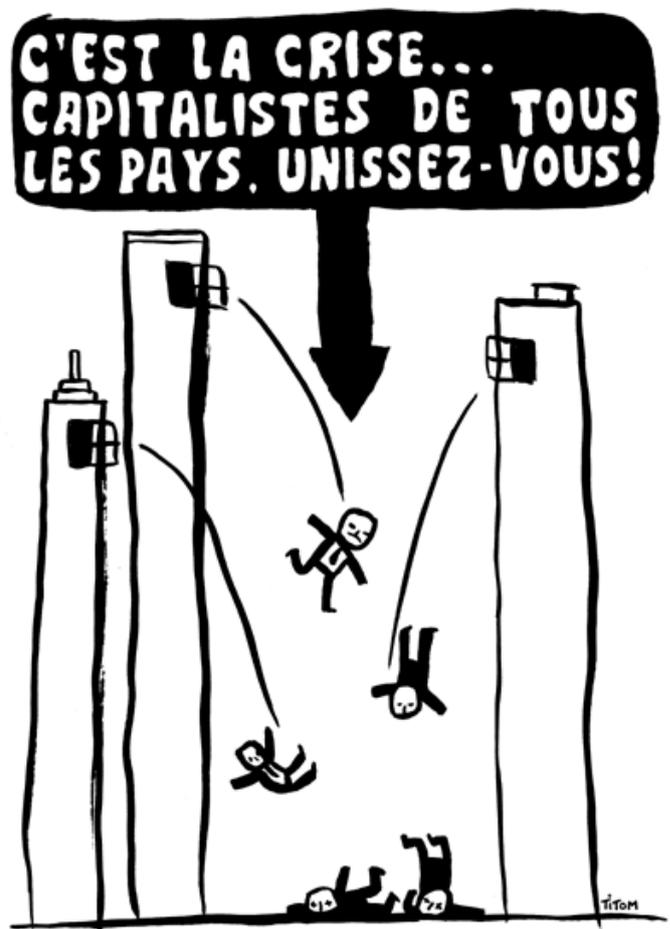
Depuis des années, on nous parle de restrictions budgétaires et de critères de Maastricht pour privatiser tout ce qui peut l'être et réduire le nombre d'hôpitaux ou d'enseignantEs. Et voilà que subitement, tous les gouvernants d'Europe et d'ailleurs trouvent des centaines de milliards à donner aux banquiers et aux entreprises !

La politique du gouvernement face à la crise financière est comme d'habitude une politique de classe au service des riches, une politique consistant à socialiser les pertes et privatiser les profits.

Tel est le vrai rôle de l'Etat qui n'est jamais neutre comme on essaie de nous le faire croire mais qui, au contraire, est le plus fidèle et le plus dévoué serviteur du Capital, un Capital qu'il protège avec nos impôts... comme avec ses matraques !

La crise financière montre l'accaparement des richesses mondiales par une minorité de patrons et de financiers qui reçoivent au grand jour le soutien des Etats. Ces milliards de dividendes issus de l'exploitation renforcée des salariéEs (gel des salaires et hausse de la productivité) sont investis depuis des décennies dans la spéculation (plutôt que dans les salaires, la protection de

l'environnement et les budgets sociaux) pour accroître toujours davantage les profits. La crise financière ne doit pas, une fois de plus, servir de prétexte pour faire payer les salariéEs ! Ces milliards doivent revenir aux travailleurs et travailleuses, qu'ils ou qu'elles soient chômeurs, chômeuses, précaires, avec ou sans-papiers, issuEs de l'immigration ouvrière, en CDI ou fonctionnaires.



Chefs d'Etat, ministres, députés, patrons et capitalistes ne lâcheront rien sans un mouvement fort, interprofessionnel et prolongé. Les grandes conquêtes sociales (congrés payés, Smic, retraites, etc.) ont été obtenues par la rue, par la grève et le plus souvent contre l'avis des gouvernements élus. En reconduisant la grève dès le 30 janvier et en bloquant ainsi l'économie, les travailleurs et les travailleuses ont les moyens d'instaurer un rapport de force décisif. Nous devons organiser des assemblées générales sur nos lieux de travail (ou par secteur) et mettre la grève du 29 janvier et sa possible reconduction à l'ordre du jour de ces AG.

Vers un autre futur

C'est à la base de décider de la suite à donner au mouvement et non à une prochaine intersyndicale ou à la bureaucratie syndicale.

Aujourd'hui, un choix de société est en jeu et, pour la CNT, notre camp est clair : faire converger les luttes pour exiger une autre répartition des richesses, pour satisfaire les besoins sociaux de toutes et tous et en finir avec le capitalisme. Il faut faire converger les luttes en France mais aussi au niveau international où les luttes sociales se multiplient comme en Italie ou en Grèce où la révolte perdure.

Face à l'impasse où nous mène le capitalisme, il est temps de changer de société, d'associer et de faire vivre égalité sociale, solidarité collective et liberté individuelle. Et, pour y parvenir, c'est sur son propre terrain qu'il faut se battre, là où se fait la production des richesses : l'entreprise. Mais cette lutte doit être une école pratique de cette autre société que nous voulons construire : autogestionnaire, émancipatrice, sans hiérarchie ni spécialistes du commandement.

Il faut alors un syndicalisme qui défende les salariéEs mais qui s'engage aussi sur une redistribution des richesses à tous les niveaux de la société (logement, éducation, santé, retraites, etc.). Un syndicalisme conscient que toutes les victimes du capitalisme de tous pays et de toutes origines mènent la même lutte. Un syndicalisme sans frontière. Un syndicalisme qui ose affirmer qu'il n'y a aucune fatalité et que l'Histoire est faite de révolutions.

Chômeurs, chômeuses, précaires, salariéEs (en activité, en formation ou à la retraite)... face aux attaques de l'Etat et du patronat, ne te résigne pas, syndique-toi ! Et n'oublie pas : tes patrons, eux, sont syndiqués et organisés (MEDEF, CGE-PME, chambres de commerce et d'industrie, corporations artisanales...) !

LA CNT C'EST QUOI ? UN SYNDICAT ! parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue des travailleurs et des travailleuses et qu'elle représente leurs intérêts. DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs et des travailleuses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base, que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelle permettent d'éviter le corporatisme. ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre...un projet révolutionnaire !

Abonnement gratuit de trois mois au Combat Syndicaliste (mensuel de la CNT) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Email :

Je désire recevoir des informations sur la CNT :

Je désire rencontrer unE militantE de la CNT :